

La crise et les opportunités

PAR SILVIO CACCIA BAVA

Apparemment, au terme du processus qui a conduit au transfert de plus de 4 mille milliards de dollars des caisses des États vers le système financier, la crise que s'est abattue sur l'économie mondiale commence à se résorber. Un peu partout, les médias ébauchent déjà des analyses selon lesquelles le pire est passé. D'aucuns font état d'indices qui signalent une récupération des niveaux de ventes. Les plus optimistes et les plus téméraires parmi les opérateurs reviennent vers les places boursières pour tenter de récupérer au moins en partie ce qui a été perdu et engranger des bénéfices sur la hausse d'actions dont presque toute la valeur est partie en fumée, pour un montant total de 30 mille milliards de dollars, depuis le début de l'année. Pour avoir une idée de ce que ces chiffres peuvent représenter, il faut savoir que le PIB (Produit Intérieur Brut) annuel mondial se situe aux alentours de 55 mille milliards de dollars.

Cependant, les diagnostics de la crise qui nous sont proposés par les organismes multilatéraux (Banque Mondiale, Fonds Monétaire International - FMI) et par les gouvernements des pays les plus riches (G8) sont entachés d'un grave défaut de fabrication: ils sont à la solde des grandes corporations.

L'économiste Samir Amin attire l'attention sur le fait que dans leur ensemble, les mesures destinées à secourir le système financier ont été conçues par le FMI conjointement avec le G8, et que ce furent les corporations financières elles-mêmes qui demandèrent aux gouvernements à être nationalisées. De même, toutes les mesures de sauvetage de ces institutions furent conçues par elles-mêmes, qui contrôlent la plupart des organismes publics, lesquels existent, d'ailleurs, pour leur servir de garde-fou ou de bouée de sauvetage¹.

Ainsi, bien que ces entreprises aient été les principales responsables des crises multiples et simultanées qui accablent la planète, on ne trouvera dans aucune des recommandations visant à y faire face une quelconque mention aux possibles mesures susceptibles de limiter ou contrôler leur action dans le cadre d'un processus démocratique destiné à préserver l'intérêt général. Au contraire, on assiste au développement d'un mouvement qui consiste à maintenir, faire perdurer et renforcer les mêmes structures de pouvoir qui ont géré mondialement les inégalités, la pauvreté et mis en danger les équilibres écologiques de notre planète. Le FMI et la Banque Mondiale qui bénéficient directement des apports significatifs consentis par le programme de redressement économique sortent renforcés de cette crise sans qu'il ait été nécessaire pour eux de modifier ni leurs stratégies ni leurs intérêts, ni même de démocratiser leurs instances de décision.

Dans ce sens, la crise gère une concentration toujours plus grande de pouvoir et de richesse. En témoignent les récentes acquisitions opérées par la Bank of America (Merril Lynch, Countrywide Financial Corporation) ou par Fiat (Chrysler, Opel). Les quelque cinq cents grandes corporations globales qui répondent ensemble pour la quasi-totalité du PIB mondial – et qui de fait contrôlent la planète – voient leur nombre diminuer alors que les plus grosses d'entre elles concentrent toujours plus de pouvoir. Dans ce contexte, on remarquera le rôle toujours plus important joué par un groupe aussi réduit que sélect, à savoir les 66 **Institutional Investors**, qui gèrent rien moins que 75 % des

¹ Propos de Smitu Kothari & Benny Kuruvilla recueillis par Samir Amin; in India's National Magazine; vol. 25 ; Issue 26; Déc. 20, 2008-Jan. 02, 2009.

échanges spéculatifs planétaires, et dont on sait qu'ils brassaient plus de 2,1 mille milliards de dollars par jour au moment où la crise a commencé, en 2008.²

Dans cette phase du cycle capitaliste, au terme de 30 années durant lesquelles ils ont engrangé des bénéfices considérables (1945-1975), ces oligopoles disputent entre eux la répartition d'un excédent, d'une plus-value dont le montant a été réduit à une peau de chagrin. Si l'on prend pour référence les 500 premières corporations qui figurent sur la liste de la revue *Fortune*, le taux annuel de leurs bénéfices était de 7,15 % entre 1960 et 1969, 5,30 % entre 1980 et 1990, 2,29 % entre 1990 et 1999, et de 1,32 % entre 2000 et 2002.³

“La crise actuelle n'est pas la conséquence d'erreurs dues à une mauvaise régulation, mais plutôt d'une logique innée, présente dans la dispute entre les oligopoles autour du partage des bénéfices⁴,” affirme Amin. Et pour que cette dispute puisse avoir lieu, le casino du marché financier doit continuer à exister. Ils n'acceptent pas la régulation démocratique du marché et réclament la protection de l'État.

À présent, au sortir d'une polémique autour de l'idée selon laquelle la crise doit être attribuée à l'absence de régulation et aux excès que celle-ci aurait soi-disant permis, tout continue comme avant. Et ni même les « paradis fiscaux » ont été inquiétés. Nous nous trouvons donc dans une impasse, devant laquelle l'État, sous l'emprise du pouvoir des grandes corporations, n'a pas la capacité d'opérer la régulation démocratique qu'on attendait de lui afin que l'intérêt public puisse être protégé.

CONSÉQUENCES SOCIALES DE LA CRISE

Les conséquences sociales de la crise sont alarmantes. L'impact le plus violent se produit sous la forme d'une augmentation brutale de la pauvreté, par un mouvement qui rend encore plus pauvres ceux qui l'étaient déjà et qui entraîne également sur sa lancée certains secteurs des classes moyennes en-deçà du seuil de pauvreté. Cette situation se traduit concrètement par une pénurie d'aliments, d'eau potable, ainsi que par un recul des investissements en faveur de l'assainissement de base, de la santé publique, du logement, de l'éducation et, finalement, de la citoyenneté.

On assistait déjà depuis les années 1980 à une réduction systématique des revenus correspondant à la rémunération du travail, non seulement dans les pays les plus pauvres, mais aussi dans les plus développés. Désormais, les inégalités s'accroissent de plus en plus alors qu'elles avaient déjà plus que doublé au cours des trente dernières années. Ainsi, en conséquence des politiques économiques néolibérales conduites un peu partout dans le monde, les 20 % les plus riches accaparent 82,7 % des revenus, alors que les deux tiers les plus pauvres n'ont accès qu'à 6 % des richesses⁵.

Actuellement, la moitié de la population mondiale vit en situation de pauvreté, avec pour tout revenu moins de 2 dollars par jour. On estime à 3 milliards le nombre de personnes qui seront atteintes le plus durement par la crise actuelle et celles qui lui succéderont.

À l'aune de la consolidation de l'influence de la doctrine néolibérale amplifiée par le discrédit qui pèse sur la régulation publique, on assiste à la mise en place d'un nouveau scénario de conflits et de disputes, qui annonce de nouveaux développements historiques possibles. Dans ce contexte, c'est la récupération de la légitimité des institutions politiques existantes qui pour certains devient l'enjeu

² Ladislau Dowbor. “A crise financeira sem mistérios : convergência dos dramas econômicos, sociais e ambientais”, fev. 2009.

³ Walden Bello. “Novo consenso capitalista está em gestação”; in Sin Permiso, 13/01/2009.

⁴ Propos de Smitu Kothari & Benny Kuruvilla recueillis par Samir Amin ; in India's National Magazine ; vol. 25; Issue 26; Déc. 20 2008-Jan. 02, 2009

⁵ Ladislau Dowbor, op. cit.

prioritaire, alors que pour d'autres, c'est la création d'une nouvelle institution démocratique, orientée vers la construction d'une autre société, fondée sur de nouveaux critères de production et de consommation., qui devient émergente.

Plusieurs économistes de renom, parmi lesquels Martin Wolf et Paul Krugman, affirment que le monde se prépare à traverser des crises successives qui seront chaque fois plus aigües. D'autres experts prévoient qu'au cours des dix ou quinze prochaines années, ces crises donneront lieu à l'avènement de nouvelles configurations de pouvoir, ainsi qu'à de nouvelles idéologies à la recherche d'une relégitimation des institutions et du régime politique actuel. Wallerstein défend pour sa part qu'une société postcapitaliste deviendra dominante, et même hégémonique d'ici trente ou quarante ans.

“Les changements indispensables seront provoqués par l'approfondissement de la crise qui, au prix des souffrances des plus faibles, se chargera de démontrer qu'il ne s'agit pas d'un cauchemar auquel les puissants pourront échapper sans risques pour leur pouvoir et leurs privilèges”.⁶

Tout en indiquant que nous entamons une période d'instabilité politique, Julien Lusson et Gustave Massiah discutent les possibles développements que laisse prévoir la réalité actuelle. Ils signalent la fragilité de la pensée de gauche, les risques que représentent les mobilisations à caractère fasciste, et prévoient qu'il sera très difficile de faire face aux nouvelles formes de domination qui vont nécessairement s'imposer dans un futur proche. Mais ils reconnaissent également que les mobilisations sociales conduites dans un esprit de résistance au néolibéralisme et à ses politiques ont engendré de nouvelles réalités, en particulier en Amérique Latine, car elles ont obtenu la mise en place d'un nouveau calendrier de transformations sociales. On trouvera dans leurs analyses une profession de foi en l'altermondialisme et en son potentiel, qu'ils estiment capable de fournir des bases propices aux grandes mobilisations sociales et de modifier les équilibres de forces et les politiques.

Il faut retrouver la dimension du processus dans sa totalité pour pouvoir interpréter la crise actuelle et ses développements possibles. Si l'on tient compte des événements qui se sont produits tout au long des dix dernières années, on note que la crise active les réseaux sociaux et les transforme en vecteurs de mobilisation. Pour défendre leurs droits, de nombreux secteurs de la société se politisent, s'articulent, remettent en question l'actuel système politique, forment de nouvelles majorités électorales et, par la voie démocratique, dans nombre de cas, chassent du pouvoir de vieilles oligarchies. Dans certains pays d'Amérique Latine, de tels développements ont conduit à une véritable refondation démocratique. Dans d'autres, ils accélèrent un processus de réformes et l'adoption de mesures de protection sociale.

On détecte déjà dans plusieurs pays, en conséquence de la crise actuelle, une croissance des mobilisations sociales et des luttes pour la conquête de droits. Et l'on peut s'attendre à voir apparaître de nouveaux mouvements sociaux, toujours plus importants, de résistance à la suppression de droits et à la précarisation de la vie. D'autant plus en ce moment où les opérations de sauvetage du système financier ont révélé que les États disposent d'énormes quantités de ressources dont on ignorait qu'elles fussent disponibles, ou même qu'elles existaient. Ne serait-ce que pour donner une idée du potentiel d'une autre utilisation possible de ces énormes ressources qui ont été allouées à l'aide au système financier, Ladislau Dowbor rappelle que, selon une étude des Nations-Unies, “si l'on prend comme valeur de référence le niveau global du pouvoir d'achat tel qu'il a été établi en l'an 2000, il en coûterait pour éradiquer l'extrême pauvreté sur la planète entière – soit le

⁶ Julien Lusson et Gustave Massiah. “Les issues stratégiques à la crise globale : le débat international et la démarche du mouvement altermondialiste”; avril 2009.

montant nécessaire pour hisser un milliard de personnes au-dessus du seuil de pauvreté, qui est d'un dollar par jour – 300 milliards de dollars”⁷.

“Put the people first” : ce slogan a été adopté lors de récentes manifestations pour exprimer l'indignation d'un nombre croissant de secteurs de la société face aux politiques qui consistent à pénaliser le plus grand nombre et à protéger les grandes corporations.

DISPUTE AUTOUR DE L'ORDRE DU JOUR

L'analyse des récents événements permet d'identifier l'avènement d'un important mouvement à l'initiative du grand capital, qui, dans le but de remplacer l'idéologie néolibérale, cherche à anticiper les commotions politiques prévisibles et tente de relégitimer “l'establishment”. Walden Bello annonce qu'un nouvel ordre capitaliste est en gestation dont les mentors seraient le premier-ministre britannique Gordon Brown; l'économiste Jeffrey Sachs; George Soros; Kofi Annan; Joseph Stiglitz et Bill Gates. Les récentes déclarations de Barack Obama, en rupture avec le néolibéralisme, peuvent être interprétées dans le même sens.

Progressivement, ce groupe tente de définir le projet de la “démocratie sociale globale” : éviter tout recul de la mondialisation ; faire en sorte que la croissance de l'économie aille de pair avec une réduction des inégalités sociales ; faire face à l'unilatéralisme et réformer les institutions ainsi que les accords multilatéraux ; liquider l'Accord commercial de protection des droits de propriété intellectuelle ; annuler ou réduire drastiquement la dette des pays “en voie de développement” ; promouvoir au moyen d'investissements massifs les Objectifs de développement du millénaire fixés par l'ONU ; promouvoir la “révolution verte”, surtout en Afrique, en priorisant l'utilisation des semences transgéniques ; et enfin, promouvoir un “keynésianisme vert”, ou un “Green New Deal”, tel qu'il vient d'être baptisé, capable de garantir un développement durable qui préserve l'environnement.⁸

Ce projet – qui est celui de la démocratie sociale globale (DSG) – est appelé à être adopté par le plus grand nombre, dont la quantité dépendra des pressions qui seront exercées par les multiples groupes de citoyens qui s'organisent autour de la protection de leurs droits. Dans certains pays, comme le signale José Luis Fiori, pourront se produire des ruptures à caractère socialiste, mais il est plus probable que l'on procède à des adaptations de la DSG en fonction des pressions qui viendraient à être exercées par différents secteurs de la société, motivées par des dynamiques d'ordre national et régional.

Dans l'hypothèse d'une ample dissémination de la DSG comme politique de légitimation du capitalisme, la stratégie de ceux qui s'organisent pour protéger leurs droits doit consister à associer la démocratie sociale à la démocratie politique, et à lutter afin de radicaliser la démocratie dans tous les secteurs de la vie sociale et politique.

La riposte possible de l'altermondialisme et des multiples acteurs qui résistent à la spoliation néolibérale doit les conduire à articuler leurs actions et à se mobiliser autour d'objectifs communs, qui peuvent être présentés comme des propositions visant à l'élaboration d'un nouveau Contrat Social, une nouvelle Charte des Droits, à caractère mondial, à l'image de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, de 1948.

Ce nouveau Contrat Social doit exprimer la nécessité de changements radicaux. Il doit répondre aux exigences de dignité manifestées par plus de la moitié de la population de la planète ; être concerné par l'environnement et la préservation de la diversité des espèces ; modifier la carte géopolitique du

⁷ Ladislau Dowbor, op. cit.

⁸ Walden Bello, op. cit.

pouvoir, de manière à attribuer aux pays du Sud le même pouvoir de vote dans les nouvelles instances de décision des politiques internationales ; garantir que celles-ci soient vraiment multilatérales et qu'elles se développeront dans le cadre des Nations-Unies.

Suivant la logique qui consiste à tirer parti des opportunités créées par la crise, Marcio Pochmann propose de construire de nouveaux paradigmes de développement socio-économique environnemental. Dans ce but, il identifie comme nécessaires deux mouvements stratégiques : “L’État doit être refondé. Il doit devenir le moyen nécessaire au développement du modèle de civilisation contemporain, conformément aux possibilités que nous offre le XXI^e siècle. Il faut également qu’une révolution se produise sur le plan de la propriété, de manière à mettre en route une relation plus transparente, démocratique et juste entre tous les acteurs de la société. La propriété privée doit migrer vers la propriété publique, un processus dans lequel un système fiscal rénové exercera un rôle central.”⁹

Les opportunités créées par la crise, associées à l’hypothèse selon laquelle les élites éclairées proposeront un nouveau régime social et politique identifié à la démocratie sociale globale, adoubent les mouvements de lutte pour l’extension des droits sociaux et pour une participation politique plus ample.

Le défi pour les secteurs mobilisés dans cette lutte consiste à explorer de nouvelles formes de relation entre l’État et la citoyenneté, capables d’étendre le contrôle social. Il s’agit d’inventer de nouvelles formes de démocratie sans refuser pour autant les principes de la démocratie libérale ; d’opérer un passage à partir de la défense des valeurs et des principes vers des propositions concrètes de politiques publiques qui s’inspirent des mobilisations populaires, des pratiques de résistance, porteuses de demandes sociales, et des aspirations au vivre-bien, et qui les traduisent concrètement.

L’analyse de ces mobilisations et de leurs conquêtes permet d’identifier un ensemble de propositions qui contribuent à la définition d’un projet de base de revendication de droits qui doivent être garantis pour tous. Tout en reconnaissant les limites de la citoyenneté organisée, la stratégie consiste à faire pression sur le projet de démocratie sociale globale, à lutter pour étendre l’ensemble des droits et créer les conditions propices à de nouvelles conquêtes.

Mais le défi ne s’arrête pas là. Il s’agit aussi d’élaborer un projet de futur pour nos sociétés en proposant la mise en œuvre de politiques publiques qui articulent le social, l’écologique, la paix et la liberté. Et de tirer des leçons du vécu de certains pays du Sud, en particulier des récentes expériences de transformation sociale, dans certains cas de refondation démocratique, qui se sont produites en Amérique Latine.

“PUT THE PEOPLE FIRST”

Eléments pour un ordre du jour positif de transformation sociale :

Ce slogan, “Les personnes en premier lieu”, qui est apparu lors de récentes manifestations en Europe et aux USA contre les opérations de secours du système financier opérées par les gouvernements, constitue un protocole entre les différents mouvements sociaux et les réseaux qui les organisent. Il symbolise tout l’éventail des droits : sociaux, politiques et environnementaux. Il demande également la création de nouveaux droits, d’un nouvel ordre social qui nécessite un nouvel ordre politique afin d’être radicalement démocratique et de socialiser le pouvoir.

⁹ Marcio Pochmann. “A tarefa dos progressistas”; Agência Carta Maior 22/04/2009.

Il est à prévoir que l'impact de la crise sur la pauvreté et sur les classes moyennes gère de nouvelles mobilisations de résistance. Celles-ci ne seront pas généralisées et traiteront, chacune, de différentes demandes dans le cadre de la lutte pour la conquête des droits. Mais elles pourront s'articuler entre elles en produisant une plate-forme commune de droits, dans laquelle chacune se reconnaîtrait et, en même temps, assumerait sa part dans la création d'une nouvelle société.

Après plus de 60 ans sous le drapeau de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, et alors que nous faisons face à une crise de civilisation sans précédent, le moment est venu de chercher à mettre en place un nouveau modèle de civilisation ; et d'établir, à partir des demandes et des aspirations exprimées par les mouvements sociaux, un calendrier pour l'adoption de nouveaux droits ainsi que l'exigence de la mise en place de politiques publiques aptes à les instaurer.

Un projet a déjà surgi au sein de différents groupes qui consiste à élaborer une nouvelle déclaration de droits, contemporaine et progressiste. La Déclaration Universelle des Droits de la Citoyenneté. Une pierre angulaire autour de laquelle les mouvements sociaux pourront coordonner leurs actions et les États définiront leurs politiques. Ce nouvel ordre du jour est appelé à faire pression sur la démocratie sociale globale naissante.

La situation impose une radicalisation de la démocratie, mais aussi un nouveau découpage des activités économiques pour faire face au défi du réchauffement global et répondre prioritairement aux nécessités de la majorité des êtres humains. Elle oblige également à mettre en place des politiques de développement nationales orientées vers la production de nouveaux modèles de production et de consommation, sans oublier la nécessité d'imprimer une "révolution verte" à la dynamisation des marchés internes populaires et des classes moyennes.

Parmi les éléments appelés à composer cet ordre du jour positif de transformation sociale, certaines propositions méritent notre attention :

1. APPUYER ET RENFORCER LES RÉSEAUX DE CITOYENNETÉ

Alvaro Garcia Linera indique que se déroule en ce moment en Bolivie, "un cycle d'intenses mobilisations sociales qui peuvent être comprises comme des re-inventions de la démocratie : femmes au foyer, jeunes, paysans, ouvriers et intellectuels délibèrent, assument les prises de décision, déterminent leurs objectifs, changent de gouvernants et définissent ce qui doit être fait dans leur pays : nationaliser les hydrocarbures, accompagner les délibérations de l'Assemblée Constituante, récupérer les ressources naturelles".¹⁰

Cette expérience qui acquiert des formes et des nuances distinctes prend place également dans d'autres pays du continent. Elle est orientée vers le futur. La région s'est transformée en un laboratoire unique d'expériences sociales et politiques qui peuvent inspirer de nouveaux paradigmes au reste du monde.

La résistance au néolibéralisme à l'échelle mondiale a permis à la citoyenneté de construire ses réseaux et ses forums – nationaux et internationaux – constitués d'organisations et de mouvements sociaux qui, dans la crise, fonctionnent comme des vecteurs qui catalysent d'autres entités et mouvements et politisent leurs demandes. Il est ainsi devenu essentiel de renforcer les capacités de ces réseaux et forums.

¹⁰ Álvaro Garcia Linera, vice-président de la Bolivie. Commentaire au texte d'Antonio Negri, "O movimento dos movimentos"; in encarte CLACSO – Cadernos da América Latina "Le Monde Diplomatique Brasil", n° 20, mars 2009.

2. REFONDER L'ÉTAT RÉPUBLICAIN ET DÉMOCRATIQUE

Vandana Shiva propose d'édifier de nouvelles institutions démocratiques qui garantissent la protection du bien-être de la nature et des personnes. À cet effet, il faut implanter le contrôle démocratique et participatif, aussi bien de l'économie nationale que de l'économie globale.¹¹

3. CHANGER LA MATRICE ÉNERGÉTIQUE

Le réchauffement global et ses conséquences dévastatrices qui se font déjà sentir dans la plupart des régions de la planète exigent des mesures radicales de protection de l'humanité et des ressources naturelles. Ainsi, un changement urgent de la matrice énergétique s'impose.

4. UN CONTRÔLE SOCIAL DU SYSTÈME FINANCIER

Susan George explique que "les banques sont en train de recevoir d'énormes sommes de NOTRE argent, bien que ce fait soit occulté des citoyens, et cela signifie que ces banques nous appartiennent. Elles doivent donc être placées sous contrôle social et être utilisées pour financer une nouvelle économie qui respecte l'environnement et soit créatrice d'emplois". L'auteur suggère également qu'il faut implanter un contrôle strict des mouvements de capital, par un renforcement de la régulation publique.

5. ANNULATION DE LA DETTE EXTERNE

Annulation de la dette externe des pays en voie de développement en échange d'investissements dans le reboisement des forêts, la conservation de la biodiversité, et dans les secteurs de la santé et de l'éducation.¹²

6. PRIORITÉ À L'INTÉGRATION RÉGIONALE

Mettre en place une nouvelle phase de décolonisation au moyen d'alliances entre les pays émergents, où la priorité devient l'intégration régionale et non plus l'accès aux marchés du Nord. Stimuler et renforcer la formation de blocs régionaux et les politiques de coopération, ainsi que les systèmes de représentation régionaux au niveau mondial.

7. NATIONALISER LES GRANDES CORPORATIONS

Le contrôle démocratique de la politique requiert la nationalisation des grandes corporations. Les entreprises possédant un PIB supérieur à celui de nombreux pays doivent cesser d'exister. Ces entreprises subjuguent l'État et sacrifient l'intérêt public et la démocratie à leurs objectifs privés.

8. RÉCUPÉRATION DES BIENS COMMUNS

Vandana Shiva explique que "la récupération des biens communs est le premier pas à franchir pour permettre l'inclusion sociale et l'implantation de la justice socio-économique. Chaque citoyen a

¹¹ Propos de Vandana Shiva recueillis à l'invitation de l'auteur, 05/2009.

¹² Propos de Susan George recueillis à l'invitation de l'auteur.

droit à une part égale des biens communs, personne ne peut être exclu, personne ne peut s'approprier de biens qui ne soient pas nécessaires à son existence. Il s'agit d'exiger que les semences, l'eau, l'atmosphère soient considérées comme des biens communs, des biens publics, et de les utiliser uniquement pour assurer le bien-être de tous ”.¹³

9. ASSURER UN REVENU DE BASE DE CITOYENNETÉ

“Le Revenu de base de citoyenneté est une somme payée en argent, inconditionnellement, à chaque citoyen habitant une région déterminée. Ce montant est distribué par le pouvoir public de manière égalitaire, quel que soit le niveau social ou la disposition à travailler de celui qui le reçoit. La rétribution garantit le droit inaliénable de tous à jouir d'une partie des richesses produites dans la région.”¹⁴

10. SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

On entend par Sécurité alimentaire et nutritionnelle la réalisation du droit de tous à une alimentation saine, accessible et de qualité, en quantité suffisante et de façon permanente, basée sur des pratiques alimentaires promotrices de la santé, sans que cela compromette ni l'accès à d'autres nécessités tout aussi essentielles ni le système alimentaire futur, car elle doit être maintenue sur des bases durables.¹⁵

11. POLITIQUES DE L'EMPLOI

Mettre en œuvre une politique d'emploi garanti de 12 heures par semaine pour tout citoyen de 25 à 55 ans. Établir un lien clair entre les revenus et le travail, qui doit être moins lié à la question de la survie et associé de préférence à l'utilité et à la créativité socio-collective.

12. RÉORGANISATION DES SERVICES PUBLICS

Investir prioritairement dans la construction d'infrastructures et dans la mise en place d'équipements et de services, de manière à répondre de manière universelle, gratuite et qualitative aux nécessités de la population du territoire.

Nous venons d'aligner quelques propositions qui pourraient faire partie de cet ordre du jour positif de transformation sociale ; évidemment, elles n'épuisent pas le registre des besoins et des projets qui s'accumulent tout au long de la mobilisation des sociétés. Mais elles offrent des contributions concrètes au débat sur le contenu de la nouvelle Déclaration Universelle des Droits de la Citoyenneté, au cas où celle-ci se révélerait être l'instrument indiqué pour organiser la discussion à propos d'un nouveau modèle de civilisation ; une discussion qui doit définir un ensemble de droits et de ressources auxquelles tout être humain doit pouvoir accéder, au terme d'un processus dans lequel les États devront assumer leurs responsabilités.

¹³ Propos de Vandana Shiva recueillis à l'invitation de l'auteur.

¹⁴ Wikipédia.

¹⁵ FBSAN, Charte de Principes.